

DÉLIBÉRATION de la Ville du BUIS.

Case
FR-C
1574
DU vingt-quatre août mil sept cent quatre-vingt huit, par-devant nous Joseph Leidier, conseiller du roi, contrôleur-général-juge des gabelles, premier échevin au Buis, dans la salle de l'hôtel-de-ville, où le conseil de MM. les notables a été convoqué, aux formes ordinaires : M. le vibailli étant absent, & M. le procureur du roi ne s'y étant pas rendu, quoique invité, conformément à l'arrêt de la cour : auquel conseil ont assisté sieur Jean Louis-Charles Bruffet, directeur des postes, second échevin ; M^c. Joseph-Marie Bruffet ; sieur Dominique-Jean-François Giraud, chirurgien, & sieur Balthasar Francou, conseillers-de-ville ; M^c. Jean-Louis Serre, syndic & receveur, messire Henri de Lunel, curé & official ; M^c. Jacques-Benoît-Alexis Richaud, procureur, sieur Jean-Joseph-Balthasar Bremond, bourgeois, sieur Jean-Louis Gleize, négociant, & sieur Joseph Chandron, aubergiste, notables.

A été proposé par le sieur Bruffet, second échevin, que nosseigneurs les duc de Tonnerre, comte de Narbonne, Caze de la Bove, commissaires nommés par Sa Majesté, ont adressé à MM. les échevins un arrêt du conseil d'état du 2 du présent mois d'août ; qu'en conformité dudit arrêt & de leur lettre du 12 dudit mois d'août, ils ont convoqué la présente assemblée pour nommer un député, à l'effet de se rendre à l'assemblée qui doit se tenir à la ville de Montelimar, le 31 du même mois d'août, où étoit établie l'élection d'où dépend cette communauté, pour y élire les seize députés de ladite élection, pour assister à l'assemblée qui doit se tenir à la ville de Romans le 7 septembre prochain ; le tout en conformité dudit arrêt du conseil : observant, au surplus, que M. Barbier, subdélégué de M. l'intendant, avoit remis aux échevins un exemplaire dudit arrêt, avec une lettre circulaire : de tout quoi il requiert qu'il soit fait lecture, pour être délibéré ce qu'il appartiendra.

L'assemblée, instruite que MM. les échevins avoient reçu deux paquets, à eux adressés, de la ville de Grenoble, les a invités de les représenter : en conséquence, il a été mis sur le bureau deux lettres imprimées, datées du 14 de ce mois, non signées, & un imprimé renfermant une délibération prise par les trois ordres de ladite ville de Grenoble, le 13 du même mois.

MM. les échevins, après avoir présenté les ordres par eux reçus de M. le duc de Tonnerre, & de M. le chevalier de Rions, commandant dans les Baronnie, ont déclaré se retirer.

Après quoi, plusieurs citoyens de tous les ordres de la ville sont entrés dans la salle de l'assemblée, & ont déclaré vouloir se joindre au conseil municipal, pour délibérer relativement à l'arrêt du conseil du 2 de ce mois ; & de suite, les noms d'édits citoyens ont été transcrits sans distinction de rang ni de préséance, néanmoins sans tirer à conséquence.

MM. les Officiers municipaux & Notables qui ont resté après la sortie de MM. les Echevins.

CONSEILLERS DE VILLE.

MESSIEURS

Bruffet.	Serre, <i>syndic & receveur.</i>
Giraud.	Endignoux, <i>secrétaire-greffier,</i>
Francou.	

NOTABLES.

MESSIEURS

Lunel, <i>curé & official.</i>	Gleize.
Richaud.	Chandron.
Bremond.	

NOMS des Citoyens des différents Ordres qui se sont présentés pour délibérer, ainsi qu'il est ci-devant énoncé.

MESSIEURS

Armand, <i>vicair.</i>	Romieu.
Pascal, <i>prêtre agrégé.</i>	Jean Vial.
L'abbé Vachier.	Olivier, <i>cadet.</i>
Gontard de Goutin.	Gervason.
Barbier de Villecroze.	Geory, <i>pere & fils.</i>
Brochery, <i>avocat.</i>	Argelier, <i>le cadet.</i>
Esperandieu, <i>médecin.</i>	Thibaud.
Barbier de Calignon.	Lieutaud.
Vachier.	Roman, <i>l'ainé.</i>
Reynaud.	Roman, <i>cadet.</i>
Clement, <i>fils.</i>	Ricard, <i>fils.</i>
Marre.	Francou.
Verdet, <i>pere & fils.</i>	Roman.
Guilini & compagnie.	Beynet.
Brochery, <i>notaire.</i>	Vial, <i>fils.</i>
Clement, <i>pere.</i>	Francou.
Gleize.	Olivier, <i>l'ainé.</i>
Vachon.	Duport.
Bruffet, <i>fils.</i>	Paris.
Chappon.	Aubert.
Lieutaud, <i>prévôt & syndic des chirurgiens.</i>	Tourniaire.
Barnier.	Olivier.
Caire, <i>orfèvre.</i>	Bigonnet.
Argelier, <i>l'ainé.</i>	Boudelon, <i>l'ainé.</i>
Leblanc.	Duret.
Marignan.	Bourdalon, <i>négociant.</i>
Jouve, <i>pere.</i>	Francou, <i>fils.</i>
Curnier.	Rome.
G. Nicolas.	Colombo.
Jouve, <i>fils.</i>	Chandron, <i>cadet.</i>
	Argelier.

Dupont.
Blanc.
Dupont.
Bordel, fils.

Lambert.
Long.
Duvivier.
Endignoux, fils.

L'ASSEMBLÉE ayant pris séance, il a été fait lecture de la déclaration du 29 juin dernier, de celle des trois ordres de la province du 21 juillet, de l'arrêt du conseil du 2 de ce mois, de la délibération des trois ordres de Grenoble du 13, & des propositions ci-dessus;

Considérant que les ordres par lesquels on a voulu imposer silence au corps municipal, sur la révolution opérée le 10 mai dernier, par la transcription militaire de plusieurs édits, & intercepter ses plaintes & ses réclamations, sont évidemment des surprises faites à la justice du roi, qui ne peut avoir d'autre intérêt que le bonheur de ses sujets, & d'autre desir que celui de les entendre;

Qu'une nation libre doit avoir le droit de s'adresser à son souverain dans toutes les calamités qui l'affligent, pour lui demander sa protection, & pour éclairer sa justice;

Que l'exercice de cette faculté ne fut jamais plus indispensable que dans un temps où l'exil du parlement laisse un intervalle inaccessible entre le trône & les peuples; dans un temps où la justice est sans activité, les lois sans vigueur; dans un temps où la crainte a banni la confiance; dans un temps enfin où l'inquiétude, absorbant toutes les facultés des citoyens, semble les plonger dans une inertie absolue;

Que cette contrée en est elle-même plus particulièrement affectée, puisque, depuis la publication des nouvelles lois, le superflu de son huile d'olive, qui forme l'unique base de son exportation & de ses échanges, reste dans les magasins; en sorte que l'habitant se trouve dans l'impuissance d'acquitter les tributs, & de pourvoir à sa subsistance: bien plus, l'argent se resserre, le crédit s'anéantit, & tout semble présager la plus profonde misère;

Que c'est servir son roi & sa patrie; c'est être sujet fidèle & zélé citoyen, d'élever sa voix dans des circonstances critiques, pour adresser au trône des supplications respectueuses, qui doivent produire tôt ou tard leur effet;

Que cette communication réciproque entre le souverain & ses sujets, est le lien de la confiance, le vrai ressort de l'autorité légitime, & le plus sûr garant de l'obéissance; que s'il étoit possible de penser que tous les sujets se trompassent sur leurs intérêts, la gloire d'un souverain exigeroit qu'il dessillât leurs yeux, & qu'il préparât le triomphe de la raison sans aucune contrainte;

Que le silence, en pareil cas, qui cache au roi les sentiments dont ses sujets sont affectés, ne peut conduire qu'à égarer sa justice, & tromper sa bienfaisance;

Que si tous les ordres de la province se sont empressés de

manifeste leur vœu sur la révolution du 10 mai, ceux de cette ville ont dû suivre un si noble exemple, & cela avec d'autant plus de confiance, que les ordres prohibitifs que les consuls viennent d'annoncer, ont été tenus secrets jusqu'à ce jour; ce qui prouve assez qu'ils ne regardent qu'eux seuls;

Que tous les ordres de cette ville ayant, par la délibération du 29 juin dernier, nommé des députés pour assister à celle de la province du 21 juillet, où ont été formées les respectueuses & nobles représentations adressées au roi, dont lecture a été faite au commencement de cette séance, l'assemblée, dont le vœu est connu du monarque, ne peut qu'y persister, en remerciant ses députés de leur constante application aux affaires de cette province, & en les invitant de redoubler d'efforts pour le triomphe de la cause publique;

Qu'en ce qui concerne l'arrêt du conseil, du 2 de ce mois, où il est question des états de cette province, duquel on voudroit induire la prohibition de traiter d'autres matières, il paroît qu'en supposant que cette disposition se rapporte aux ordres antérieurs, les consuls ne les ayant pas notifiés dans le temps, ces mêmes ordres ne peuvent aujourd'hui détruire ce qui a été fait sans les connoître, ni empêcher l'exécution des précédentes délibérations; qu'ainsi, en déclarant qu'il n'y a pas un citoyen dans cette assemblée, qui ne soit prêt à tout sacrifier pour la gloire du roi & l'intérêt de l'état, elle croit lui donner une marque éclatante de sa fidélité & de son amour pour sa personne sacrée, en adhérant à la délibération des trois ordres de la ville de Grenoble, du 13 de ce mois, afin qu'il soit ultérieurement délibéré sur cet important objet dans l'assemblée générale, indiquée au 1^{er} septembre prochain;

Qu'enfin l'assemblée, liée à tous les ordres de la province, par sa délibération du 29 juin, par celle du 21 juillet, qui en a été la suite, attachée à sa constitution & à ses privilèges, ainsi qu'à son roi & à sa patrie, elle ne peut, en se contredisant & rétractant ses premiers principes, séparer ses intérêts de ceux de la province entière, nommer de nouveaux députés en exécution de l'arrêt du conseil du 2 de ce mois, pour exprimer un vœu déjà suffisamment & librement manifesté, dans un temps où l'affectation des consuls, de garder les ordres prohibitifs, a engagé l'assemblée à parler avec loyauté & franchise, & à délibérer selon son cœur & sa conscience.

Telle est l'opinion de l'assemblée, qui a, en outre, arrêté qu'il sera adressé aux députés un extrait de la présente, pour en faire tel usage que de raison; & au surplus, elle a approuvé tout ce qui a été fait par les susdits députés & leurs subrogés ou représentants, en réitérant, en tant que de besoin, tous les pouvoirs énoncés dans la délibération du 29 juin dernier.

Et sur les autres propositions faites dans l'assemblée des notables, il a été délibéré, &c. Et ont signé, &c. Collationné, ENDIGNOUX, secrétaire-greffier.